

**Nations unies - Arria sur les  
élections en République  
démocratique du Congo -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 12 février 2018)

Merci Nikki,

Excellence, Chers Amis,

Je voudrais commencer par remercier ma collègue et amie Nikki Haley et les autres co-organisateurs de cette Arria, comme je remercie l'ensemble des intervenants pour leurs présentations très éclairantes. Permettez-moi également de saluer la présence parmi nous du vice-Premier ministre, ministre des affaires étrangères de la RDC.

La période électorale qui s'ouvre est cruciale pour l'avenir de la RDC et de la région dans son ensemble. L'instabilité actuelle et la montée de l'insécurité dans le pays découlent largement des retards et des incertitudes dans le processus électoral. C'est dire combien la tenue, dans les délais, d'élections transparentes, permettant une alternance pacifique et démocratique, est indispensable pour un retour à la stabilité dans le pays.

Pour cette raison, la France se tient prête à apporter son appui au processus électoral, afin que les élections se déroulent dans les meilleures conditions, en étroite concertation avec les partenaires internationaux de la RDC, en particulier l'Union africaine et les pays de la région, dont le rôle est essentiel. L'unité des partenaires internationaux de la RDC est en effet cruciale pour la réussite du processus, et nous devons veiller ensemble à la maintenir.

Deux facteurs clés - je serai bref - contribueront au bon déroulement de ces élections :

- Premièrement, la confiance de tous les Congolais dans le bon déroulement de l'organisation technique des élections.

Les panélistes ont montré que de nombreux éléments d'incertitude demeurent : la consolidation des listes électorales après détection des doublons nécessite l'acquisition de moyens techniques spécifiques dans le respect des délais ; la procédure et le calendrier de l'enregistrement des Congolais de l'étranger méritent d'être clarifiés ; l'utilisation potentielle de la machine à voter pose de nombreuses questions pour garantir la transparence du processus ; les conditions de distribution du matériel électoral sur l'ensemble du territoire sont aussi à préciser.

Les partenaires internationaux sont d'ailleurs prêts à aider à lever les contraintes financières et logistiques identifiées par la CENI (Commission électorale nationale indépendante), et à appuyer le processus, notamment via le travail de l'équipe conjointe d'experts internationaux. Toutes ces questions doivent pouvoir être discutées par l'ensemble des parties prenantes : partis politiques, candidats potentiels, société civile. La CENI a un rôle crucial à jouer en ce sens et nous l'encourageons à travailler dans un esprit de transparence et d'ouverture pour permettre de bâtir le consensus sur l'organisation technique des élections.

La confiance fondée notamment sur la transparence dans l'organisation des élections, est donc la première clé du succès.

- La deuxième clé, c'est le climat électoral et le retour à l'esprit de consensus dans la mise en oeuvre pleine et entière de l'accord de la Saint-Sylvestre. Pour que les résultats de ces élections soient acceptés par tous, il est essentiel qu'elles puissent en effet se tenir dans un climat ouvert et apaisé, où tous les candidats puissent se déclarer et faire campagne librement et sans craintes de représailles.

Je réitère à ce titre l'appel au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, à commencer par le droit de manifestation, ainsi que la nécessité d'un usage proportionné de la force dans le cadre du maintien de l'ordre. J'appelle également toutes les parties prenantes à retrouver l'esprit de consensus qui avait prévalu à la signature de l'accord de la Saint-Sylvestre. Je veux rappeler ici la nécessité de la mise en oeuvre complète de l'accord du 31 décembre 2016, s'agissant notamment des mesures de «décrispation» politique, nécessaires pour réunir les conditions d'élections crédibles et apaisées.

Voilà Excellence, Mesdames, Messieurs, quelles sont à nos yeux les conditions du succès du processus électoral en RDC dans le respect du calendrier fixé. Soyez assurés de l'engagement résolu de la France en ce sens.

Je vous remercie./.